

ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION

CONCOURS DIRECT D'ENTREE EN 2007

CYCLE MOYEN SUPERIEUR

SESSION D'AOUT 2006

SUJET : **DANS QUELLE MESURE LA BONNE GOUVERNANCE
PEUT-ELLE ETRE CONSIDEREE COMME UN FACTEUR
DE CROISSANCE ECONOMIQUE ?**

I°/ Les caractéristiques et manifestations de la bonne gouvernance

A°) Les Caractéristiques

- La bonne gouvernance a commencé à être employé dans le contexte du développement au début des années 90, alors qu'il était évident que le retour en force du marché ne dispensait pas d'un Etat capable de remplir ses fonctions.
- En revanche, comme les ressources consacrées au développement économique et social sont rares, l'Etat a le devoir de les gérer au mieux. C'est donc du pouvoir qui est exercé dans la gestion des ressources économiques et sociales qu'un pays consacre à son développement que s'inspire la bonne gouvernance.
- Pour certains économistes, la bonne gouvernance regroupe cinq notions essentielles qui sont :
 - o l'instauration de la démocratie ;
 - o la liberté d'expression et le respect des droits de l'Homme ;
 - o l'impartialité des décisions de justice et des institutions ;
 - o la lutte contre le grand banditisme et le terrorisme ;
 - o la lutte contre la corruption ;
- Pour d'autres analystes, les principes phares de la bonne gouvernance pourraient se résumer à :
 - o la transparence ;
 - o la responsabilité ;
 - o la lutte contre la corruption ;
 - o la gouvernance participative,
 - o le cadre juridique et judiciaire favorable ;
 - o la prévisibilité.

B°) Les manifestations

- La bonne gouvernance est généralement perçue comme l'exercice de l'autorité publique au nom des citoyens afin de promouvoir leur bien-être économique et social.
- Pour le commun des mortels, la gouvernance est qualifiée de bonne lorsqu'elle respecte les droits et les besoins de tous les citoyens.
- La bonne gouvernance ne conduit pas nécessairement à de meilleurs résultats et donc à une croissance économique, mais elle empêche la persistance des mauvaises politiques et donc des mauvais résultats.
- Les pays qui s'illustraient par une gestion transparente et des institutions crédibles étaient cités en exemple. La bonne gouvernance apparaissait alors comme le symbole de la qualité de l'administration et le degré de participation des citoyens aux processus de gouvernance.
- Aujourd'hui, la bonne gouvernance fait partie des critères ou des conditions retenues pour bénéficier d'une aide publique au développement (APD) ou de l'annulation de la dette : c'est le cas pour certains pays dans le cadre de l'initiative PPTE.
- De nombreux pays en Afrique subsaharienne sont mal lotis au regard des indicateurs de la bonne gouvernance. Ainsi, selon l'organisation Transparency International (2005) les pays africains les plus corrompus de monde sont le Nigeria, le Cameroun. Au niveau de l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest - Africaine), les dernières statistiques de la même institution révèlent que la Côte d'Ivoire et le Niger occupent les premiers rangs.

II°/ Une analyse approfondie de la relation Bonne gouvernance – Croissance économique

A°) La bonne gouvernance est à l'origine d'une croissance économique

- Elle contribue à promouvoir la croissance économique en créant un meilleur environnement pour l'investissement étranger et le développement de l'activité commerciale et économique ;
- Elle réduit les coûts et les risques liés aux investissements internationaux, rendant ainsi les pays plus attrayant aux yeux des investisseurs ;
- Elle améliore la qualité de l'investissement, les meilleurs investissements étant ceux qui sont les plus exigeants en matières de services et de transparence ;
- Elle réduit la probabilité de persistance des mauvaises politiques publiques ;
- Elle améliore la mise en œuvre de bonnes politiques.

B°) D'autres facteurs de croissance économique existent

- La mise en œuvre d'une politique gouvernementale favorable aux exportations des biens et services pour lesquels le pays a un avantage comparatif, etc.. ;
- La promotion et le développement de la coopération Sud-Sud ;
- Des mesures fiscales incitatives à travers une réduction de l'assiette fiscale ou l'élaboration d'un nouveau code des investissements ;
- Globalement, les décideurs pourraient agir sur les facteurs traditionnels de la croissance économique qui sont le capital (physique ou technique), le travail (main d'œuvre), le progrès technique, etc...